

Inside Secure SA

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

(Exercice clos le 31 décembre 2016)

PricewaterhouseCoopers Audit, 63 rue de Villiers, 92208 Neuilly-sur-Seine Téléphone: +33 (0)1 56 57 58 59, Fax: +33 (0)1 56 57 58 60, www.pwc.fr

Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'ordre de Paris - Ile de France. Société de commissariat aux comptes membre de la compagnie régionale de Versailles.
Société par Actions Simplifiée au capital de 2 510 460 €. Siège social : 63, rue de Villiers 92200 Neuilly-sur-Seine. RCS Nanterre 672 006 483. TVA n° FR 76 672 006 483. Siret 672 006 483 00362. Code APE 6920 Z. Bureaux : Bordeaux, Grenoble, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Nantes, Neuilly-Sur-Seine, Nice, Poitiers, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse.

Antoine Olanda

Membre de la Compagnie Régionale des
Commissaires aux Comptes Aix-Bastia
38, Parc du Golf, 13856 Aix-en-Provence

**Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes annuels**

(Exercice clos le 31 décembre 2016)

Aux Actionnaires
Inside Secure SA
Rue de la Carrière de Bachasson
13590 Meyreuil

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Inside Secure, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II - Justification de nos appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Règles et principes comptables

Les notes 2.c et 2.h de l'annexe exposent les règles et méthodes comptables relatives respectivement à la reconnaissance du revenu et à la comptabilisation des opérations libellées en devises.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Estimations comptables

Votre société est conduite, lors de l'arrêté des comptes, à effectuer des estimations et à formuler des hypothèses qui concernent notamment les provisions destinées à couvrir les risques éventuels de dépréciation des immobilisations incorporelles et des titres de participation, ainsi que les provisions pour risques et charges.

Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations, à revoir les calculs effectués par la société, à comparer les estimations comptables des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes et à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la direction.

Dans le cadre de nos appréciations, nous nous sommes assurés du caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du directoire et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

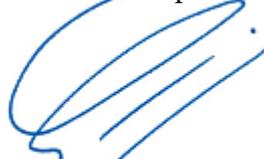
Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-102-1 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

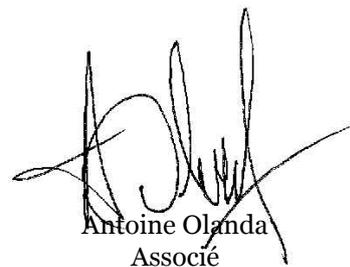
Fait à Neuilly-sur-Seine et à Aix-en-Provence, le 25 avril 2017

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit



Didier Cavanié
Associé



Antoine Olanda
Associé

BILAN

ACTIF en milliers d'euros	Notes	31 décembre 2016		31 décembre 2015	
		Brut	Amortissements et provisions	Net	Net
Immobilisations incorporelles	3.1	38 611	30 793	7 818	13 958
Immobilisations corporelles	3.1	3 953	2 922	1 031	710
Immobilisations financières	3.2	34 110	5 712	28 398	19 218
Actif immobilisé		76 674	39 427	37 247	33 886
Stocks	3.4	67	0	67	7 296
Avances et acomptes versés sur commandes		153		153	277
Créances clients	3.5	12 700	3	12 697	8 337
Autres créances	3.5	7 349		7 349	26 163
Valeurs mobilières de placement	3.6	0		0	120
Disponibilités	3.6	23 119		23 119	12 858
Actif circulant		43 388	3	43 386	55 050
Charges constatées d'avance	3.12	467		467	1 669
Ecart de conversion actif	3.13	52		52	678
Comptes de régularisation		519	0	519	2 347
TOTAL ACTIF		120 581	39 429	81 152	91 283
PASSIF en milliers d'euros				31 décembre 2016	31 décembre 2015
Capital	3.7			17 251	13 909
Prime d'émission et d'apport	3.7			164 138	162 915
Réserve indisponible	3.7			9 960	9 960
Report à nouveau	3.7			(152 133)	(118 606)
Résultat	3.7			21 073	(33 871)
Capitaux propres				60 288	34 306
Provisions pour risques et charges	3.8			5 626	7 980
Emprunts et dettes financières divers	3.5			693	29 768
Concours bancaires courants	3.5			-	-
Avances et acomptes reçus	3.5			444	1 252
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3.5			2 862	6 886
Dettes fiscales et sociales	3.5			4 847	4 621
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	3.5			-	-
Autres dettes	3.5			3 561	4 457
Dettes				18 033	54 965
Produits constatés d'avance	3.12			2 307	2 009
Ecart de conversion passif	3.13			523	3
Comptes de régularisation				2 831	2 012
TOTAL PASSIF				81 152	91 283

COMPTE DE RESULTAT

COMPTE DE RESULTAT en milliers d'euros	Note	Exercice 2016	Exercice 2015
Chiffre d'affaires	4.1	74 603	60 561
Production stockée		(5 193)	851
Subventions d'exploitation		-	62
Reprises sur dépréciations et provisions	3.8	10 279	6 033
Transferts de charges	4.8	1 062	1 018
Autres produits		92	559
Total produits d'exploitation		80 843	69 084
Achats matières et marchandises		5 043	13 493
Variations de stocks		2 715	1 493
Autres achats et charges externes		44 468	48 305
Impôts taxes et versements assimilés		1 160	1 032
Salaires et traitements	4.3 et 4.4	9 681	9 943
Charges sociales		3 202	4 063
Dotations aux amortissements et dépréciations			
- Sur immobilisations : Dotations aux amortissements	3.1	2 884	9 814
- Sur immobilisations : Dotations aux provisions	3.1 et 3.8	365	1 279
- Sur actifs circulants : Dotations aux dépréciations	3.8	-	6 193
Dotations aux provisions	3.8	6 185	7 034
Autres charges		4 194	4 168
Total charges d'exploitation		79 897	106 815
RESULTAT D'EXPLOITATION		947	(37 731)
Produits financiers de participations		4 255	-
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		248	-
Autres intérêts et produits assimilés		66	282
Reprises de provisions	3.8	684	465
Différences positives de change		3 304	8 329
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement		-	-
Total produits financiers		8 558	9 076
Dotations aux provisions	3.8	52	678
Intérêts et charges assimilés		584	563
Différences négatives de change		3 987	6 583
Total charges financières		4 623	7 824
RESULTAT FINANCIER		3 935	1 252
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		-	-
Produits exceptionnels sur opérations en capital		20 413	1 195
Reprises de provisions exceptionnelles		-	171
Total produits exceptionnels	4.6	20 413	1 366
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		451	138
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		1 650	1 675
Dotations aux amortissements et provisions		2 496	-
Total charges exceptionnelles	4.6	4 598	1 813
RESULTAT EXCEPTIONNEL		15 816	(447)
Impôt sur les bénéfices	4.5	(1 392)	-
Crédit d'impôt recherche		1 768	3 055
RESULTAT NET COMPTABLE		21 073	(33 871)

Notes annexes aux comptes annuels

Le bilan, avant répartition du résultat de l'exercice, présente un total de 81 152 milliers d'euros et le compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, un chiffre d'affaires de 74 603 milliers d'euros, pour un bénéfice de 21 073 milliers d'euros. L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 1^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2016.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

1. Informations générales sur la Société

1.1 Informations générales et faits caractéristiques de l'exercice

Inside Secure (« la Société ») et ses filiales (constituant ensemble « le Groupe ») conçoit, développe et commercialise des logiciels embarqués et des composants de propriété intellectuelle dédiés à la sécurité des transactions, des contenus et de l'identité numérique.

Les actions de la Société sont cotées sur le marché réglementé Euronext à Paris sous le code Isin FR0010291245.

La Société est une société anonyme à directoire et conseil de surveillance. Son siège social se situe à l'Arteparc Bachasson, rue de la carrière de Bachasson à Meyreuil (13590), France.

Les comptes annuels clos le 31 décembre 2016 ont été arrêtés par le Directoire de la Société le 31 mars 2017.

Le 25 février 2016, la Société a annoncé son désengagement de son activité historique de conception et de commercialisation de produits semi-conducteurs ainsi qu'un redimensionnement des opérations nécessitant une restructuration de ses effectifs et de son organisation.

La cession de l'activité semi-conducteurs a été finalisée le 20 septembre 2016. Le périmètre de la transaction comprend la cession des produits, des technologies, des contrats clients et de certains brevets. Plus généralement, il porte également sur la cession des actifs liés au développement et à la commercialisation de circuits intégrés sécurisés ainsi qu'au personnel dédié à cette activité (R&D, ventes, marketing et support). Il comporte également la cession de deux filiales (Vault- IC France SAS et Inside Secure Asia Pty Ltd (Singapour)). Ce périmètre correspond essentiellement aux activités semi-conducteurs d'Inside Secure centrées sur l'Internet des Objets, la lutte contre la contrefaçon et la protection des marques, le paiement EMV par carte à puce et l'accès sécurisé.

La restructuration a conduit à réduire les effectifs du Groupe, en France et dans différents pays où le Groupe est présent. Au 31 décembre 2016, ce plan est finalisé et tous les coûts ont été comptabilisés.

1.2 Evènements significatifs postérieurs à la clôture

Sans objet.

2. Règles et méthodes comptables

(a) Principes comptables et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 120-1 et suivants du Plan Comptable Général. La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29 novembre 1983 ainsi que des règlements CRC relatifs à la réécriture du plan comptable général applicables à la clôture de l'exercice.

(b) Monnaie de présentation

L'essentiel des transactions d'achat et de vente de la Société est réalisé en dollars américains (« dollars »). Cependant, conformément aux dispositions du Code de Commerce, la Société présente ses comptes sociaux en euros. Le cours de clôture du dollar par rapport à l'euro est passé de 1,0887 dollars pour 1 euro au 31 décembre 2015 à 1,0541 dollars au 31 décembre 2016.

(c) Comptabilisation du chiffre d'affaires

Les produits des activités ordinaires correspondent à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir au titre des biens et des services vendus dans le cadre habituel des activités de la Société. Les produits des activités ordinaires figurent nets de la taxe sur la valeur ajoutée, des retours de marchandises, des rabais et des remises.

La Société comptabilise les produits lorsque le montant des produits peut être évalué de façon fiable, qu'il est probable que des avantages économiques futurs bénéficieront à la Société et que des critères spécifiques sont remplis pour chacune des activités de la Société décrite ci-après.

La Société commercialise des logiciels, des services et de la propriété intellectuelle et jusqu'à la vente de l'activité semi-conducteurs elle commercialisait aussi des circuits intégrés.

1) Reconnaissance du revenu – Activités de services

Le revenu des activités de service est reconnu sur la période lorsque que le service a été rendu et que le recouvrement de la créance est assuré de manière raisonnable. Les licences d'utilisation de logiciels ne nécessitant pas de développements spécifiques sont constatées en chiffre d'affaires lors de la cession du droit d'utilisation de la licence ou en accord avec les termes contractuels spécifiques.

Les revenus correspondant aux activités de développement de plateformes logicielles spécifiques sont reconnus selon la méthode à l'avancement qui consiste à comptabiliser le chiffre d'affaires au fur et à mesure de l'avancement des développements selon un critère appliqué de manière systématique. Le pourcentage d'avancement jusqu'à l'achèvement est fonction des coûts réels engagés comparés au coût total estimé du projet. Les pertes sur contrats sont reconnues dans la période où elles deviennent probable et dans la mesure où elles peuvent être estimées de manière fiable.

2) Reconnaissance du revenu – Redevances de licences de propriété intellectuelle

Les redevances correspondent aux revenus provenant de technologies licenciées à certains clients de la Société. Les redevances peuvent être fixes et / ou variables. Les redevances fixes sont reconnues linéairement sur les périodes contractuelles au cours desquelles ils ont été générés. Les redevances variables sont en général fonction des ventes réalisées par les clients et sont donc par définition difficiles à estimer. De façon à rattacher les produits aux périodes correspondantes, la Société s'appuie principalement sur les confirmations reçues des clients. En général, les confirmations sont reçues des clients dans le trimestre suivant la livraison des produits.

3) Reconnaissance du revenu – Maintenance

En règle générale, la vente de licences d'utilisation de logiciels est accompagnée d'un contrat de maintenance incluant des mises à jour périodiques et une prestation de support technique. Les revenus correspondant aux activités de maintenance sont reconnus linéairement sur la période couverte par les prestations.

4) Reconnaissance du revenu – Vente de brevets

Le développement de technologies peut donner lieu à la vente de brevets, alternativement à la concession de licences d'exploitation de ceux-ci. La cession de brevet est reconnue en chiffre d'affaires lorsqu'elle constitue une transaction ordinaire et que la propriété et les risques et avantages associés ont été transférés en totalité à l'acquéreur.

5) Contrats à éléments multiples

Les revenus correspondant à des contrats à éléments multiples, notamment ceux incluant des services, sont enregistrés selon la méthode de l'allocation des produits sur la base des justes valeurs attribuables aux différents composants.

6) Reconnaissance du revenu – Vente des circuits intégrés

Les produits de la Société sont généralement vendus sur la base de contrats ou de bons de commande passés par le client qui incluent des prix fixes et déterminables n'incluant pas de droit de retour, d'obligation significative post-livraison ou toute autre provisions similaire excepté les conditions générales de ventes. Le revenu est reconnu lors du transfert de risque et de propriété, conformément aux incoterms déterminés dans les contrats, dans la mesure où le prix est fixe et déterminé et le recouvrement de la créance apparaît assuré de manière raisonnable.

7) Recouvrabilité

Dans le cadre du processus de reconnaissance du revenu, la Société détermine si les créances commerciales sont recouvrables de manière probable sur la base de plusieurs facteurs, et notamment s'il y a eu une détérioration de la qualité du crédit des clients qui pourrait engendrer une impossibilité de revente de ces créances.

8) Produits constatés d'avance et facturation à établir

Les produits constatés d'avance comprennent les montants facturés selon des termes contractuels mais dont le revenu n'a pas été reconnu sur la période.

(d) Immobilisations

1) Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires). Elles sont essentiellement composées de droits d'utilisation de licences de logiciels et de coûts de développements en interne d'applications informatiques amortis sur leur durée d'utilité, estimée à trois années.

Les dépenses de recherche et développement financées par des avances remboursables sont inscrites à l'actif du bilan dans la mesure où la Société dispose des ressources nécessaires afin de mener à bien la mise au point des programmes de développement précisément définis et qu'elle bénéficiera d'avantages économiques futurs, soit du fait de l'abandon de l'avance remboursable, soit du fait des flux de trésorerie générés par les ventes futures de produits développés dans ce cadre.

2) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires). Les amortissements sont pratiqués selon un mode linéaire sur la durée d'utilité estimée des biens :

- 3 à 5 ans pour le matériel de recherche et développement,
- 3 à 10 ans pour les agencements et aménagements de constructions,
- 3 à 5 ans pour le matériel de bureau,
- 3 à 8 ans pour le mobilier.

3) Dépréciation

La valeur nette comptable d'une immobilisation est immédiatement dépréciée pour la ramener à sa valeur actuelle lorsque la valeur nette comptable de l'actif est significativement supérieure à sa valeur actuelle estimée.

(e) Stocks

Les stocks sont comptabilisés selon la méthode du premier entré – premier sorti. Le coût des produits finis et des travaux en cours comprend le coût d'achat des « wafers » (tranches de silicium), les dépenses de sous-traitance d'assemblage, les autres coûts directs et les coûts de test des produits sur la base d'un niveau d'activité normal. Il ne comprend pas les coûts d'emprunt et l'impact de la sous-activité. Les stocks sont comptabilisés à leur coût ou à leur valeur nette de réalisation si celle-ci est inférieure. La valeur nette de réalisation représente le prix de vente estimé dans des conditions d'activité normales, déduction faite des frais de vente.

La Société analyse régulièrement les quantités en stocks pour identifier les éventuels stocks excédentaires, le risque d'obsolescence technique et les stocks dont le coût excède leur valeur de marché. Elle enregistre, le cas échéant, une provision au cas par cas correspondant à ces pertes de valeur.

(f) Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée, après analyse, au cas par cas, lorsque la valeur recouvrable est jugée inférieure à la valeur comptable.

(g) Provisions pour risques et charges

Les provisions pour pertes sur contrats sont comptabilisées lorsque :

- L'entreprise est tenue par une obligation juridique ou implicite découlant d'évènements passés ;
- Il est probable qu'une sortie de ressources, sans contrepartie au moins équivalente, sera nécessaire pour éteindre l'obligation ; et
- Le montant de la provision peut être estimé de manière fiable.

(h) Opérations libellées en devises

Comme indiqué précédemment, l'essentiel des transactions d'achats et de ventes de la Société est réalisé en dollars.

En 2016, la Société a eu recours à des opérations de couverture de change pour couvrir son exposition dans sa monnaie fonctionnelle, le dollar contre l'euro.

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contrevaieur en euros à la date de l'opération.

Les dettes, créances et disponibilités figurent au bilan pour leur contrevaieur en euros au cours du dernier jour de l'exercice. La différence résultant de la réévaluation de ces actifs et passifs en devises est portée au bilan dans le poste « Ecart de conversion actifs » ou « Ecart de conversion passif ».

Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risques.

(i) Subventions et crédit d'impôt recherche

Des subventions sont accordées aux sociétés réalisant des activités de recherches scientifiques et techniques. Ces subventions sont en général soumises à des conditions de performance sur des durées longues. Le Société enregistre ces subventions dans le compte de résultat « Subventions d'exploitation » (i) au rythme du programme de recherche et développement correspondant et (ii) lorsque la confirmation de l'octroi de la subvention a été obtenue.

L'aide aux activités de recherche et développement peut prendre la forme d'avances remboursables. Une avance remboursable sous conditions est traitée comme une subvention publique (comptabilisation au prorata au compte de résultat) s'il est établi que l'entreprise remplira les conditions relatives à la dispense de remboursement du prêt. Dans le cas contraire, elle est classée en dettes.

Les crédits d'impôt recherche octroyés pour inciter les sociétés à réaliser des activités de recherche scientifique et technique sont comptabilisés en crédit d'impôt sous la rubrique « Impôts sur les bénéfices » conformément à la recommandation de l'ANC du 11 janvier 2011. Ces crédits d'impôt sont comptabilisés au bilan en « Autres actifs ».

(j) Changement de méthode comptable

Aucun changement de méthode n'est intervenu au cours de l'exercice 2016.

3. Compléments d'informations relatifs au bilan

3.1 Etat des immobilisations incorporelles et corporelles

Les valeurs brutes des immobilisations incorporelles et corporelles se décomposent de la façon suivante :

Montants bruts en milliers d'euros	31 décembre 2015	Augmentations par achats	Reclassements de postes	Diminutions	31 décembre 2016
Licences et logiciels	35 492	-	147	(3 462)	32 177
Capitalisation des frais de R&D	4 066	-	-	(3 369)	697
Fonds Commercial	5 738	-	-	-	5 738
Total des immobilisations incorporelles	45 296	-	147	(6 831)	38 611
Agencements aménagements des constructions	1 353			(379)	975
Installations techniques Matériel et outillage industriel	3 969	41	405	(2 246)	2 169
Agencements aménagements divers	31			(3)	28
Matériel de bureau et informatique mobilier	2 032	247	24	(1 566)	736
Immobilisations en cours	519	195	(576)	(94)	45
Total immobilisations corporelles	7 904	483	(147)	(4 288)	3 953

Les frais de développement activés pour un montant de 4 066 milliers d'euros étaient liés à des projets de recherche appliquée financés par des avances remboursables et par des subventions classiques. Les frais de recherche capitalisés correspondaient uniquement à la partie du projet financée par les avances remboursables. Une grande partie de ces recherches étaient rattachées à l'activité semi-conducteurs, par conséquent, l'actif correspondant a été transféré à l'acquéreur suite à la cession de cette activité.

Les amortissements se décomposent comme suit :

Montants bruts en milliers d'euros	31 décembre 2015	Dotations	Dotations aux provisions	Reprises	31 décembre 2016
Licences et logiciels	30 641	2 893	-	(3 438)	30 096
Capitalisation des frais de R&D	697	-	-	-	697
Total des immobilisations incorporelles	31 337	2 893	-	(3 438)	30 793
Agencements aménagements des constructions	823	130	-	(622)	332
Installations techniques Matériel et outillage industriel	3 969	477	-	(2 277)	2 169
Matériel de bureau et informatique mobilier	1 952	492	-	(2 023)	421
Immobilisations en cours	450	-	-	(450)	-
Total immobilisations corporelles	7 195	1 099	-	(5 371)	2 922

Les valeurs nettes comptables au 31 décembre 2016 se décomposent comme suit :

Valeurs nettes comptables	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Licences et logiciels	2 081	4 851
Capitalisation des frais de R&D	-	3 369
Fonds Commercial	5 738	5 738
Total immobilisations incorporelles	7 818	13 958
Agencements aménagements des constructions	643	530
Installations techniques, matériel et outillage industriel	-	0
Agencements aménagements divers	28	31
Matériel de bureau et informatique, mobilier	315	79
Immobilisations en cours	45	70
Total immobilisations corporelles	1 031	710

3.2 Etat des immobilisations financières

Les immobilisations financières se présentent comme suit :

En milliers d'euros	31 décembre 2015	Augmentations ou dotations	Diminutions ou reprises	31 décembre 2016
Titres de participation	14 640	-	(1 402)	13 238
Creances rattachés à des participations	8 445	-	-	8 445
Obligations convertibles Twinlinx	171	-	(171)	-
Créance Obligataire	-	-	10 115	10 115
Créance SIDS	1 500	-	-	1 500
Dépôts et cautions versées	254	9	-	263
Autres	90	465	(6)	548
Immobilisations financières brutes	25 100	474	8 536	34 110
Provisions sur titres de participation	(4 122)	-	-	(4 122)
Autres provisions sur immobilisations financières	(1 761)	-	171	(1 590)
Immobilisations financières nettes	19 217	474	8 706	28 398

Le 20 septembre 2016, la Société a finalisé la cession de son activité semi-conducteurs à WISeKey. À la réalisation de l'accord, la Société s'est vue attribuer, pour paiement partiel du prix, des obligations remboursables en actions cotées de la société WISeKey International Holding Ltd pour un montant nominal de 10 115 milliers d'euros (11 000 milliers de francs suisses).

La Société a accordé en 2009 à la société SIDS, holding de contrôle d'une société intervenant dans le domaine de la sécurité numérique, un prêt remboursable en numéraire à échéance au 30 juin 2010, prorogé jusqu'au 31 mars 2011. SDIS ne disposant pas des ressources financières pour rembourser le prêt, la créance a été provisionnée à 100%.

Afin de financer l'acquisition de la société Metaforic par sa filiale Inside Secure UK Ltd (anciennement Vault IC UK), Inside Secure a accordé un prêt intragroupe à sa filiale qui s'élevait à 10 415 milliers d'euros au 31 décembre 2014. Suite à des remboursements partiels, le montant du prêt s'élève à 8 445 milliers d'euros au 31 décembre 2016.

3.3 Etat des crédits-bails

Au 31 décembre 2016, la Société a levé toutes les options et ne dispose plus de contrat de crédit-bail en cours.

3.4 Etat des stocks

Les stocks s'analysent comme suit :

En milliers d'euros	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Matières premières	67	5 126
Produits semi-finis	-	8 326
Produits semi-finis en transit	-	-
Produits revendus en état	-	98
Stocks bruts	67	13 550
Provision	-	6 254
Stocks nets	67	7 296

Au 31 décembre 2015, les stocks comprenaient les produits correspondants à l'activité semi-conducteurs du Groupe. Au 31 décembre 2016, les stocks ont été cédés dans le cadre de la vente de l'activité semi-conducteurs.

La dotation aux provisions pour dépréciation des stocks est liée au niveau des stocks jugés excédentaires notamment évalué par rapport au carnet de commandes, ainsi qu'à l'obsolescence.

3.5 Etat des échéances des créances et des dettes

Les échéances des créances sont les suivantes :

Échéance des créances en milliers d'euros	Brut 31 décembre 2016	A 1 an au plus	A plus d'un an
Créances rattachées à des participations	8 445	-	8 445
Autres immobilisations financières	19 552	-	19 552
Créances clients	12 697	11 275	1 422
Personnel et comptes rattachés	35	35	-
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	19	19	-
Crédit d'impôt recherche	3 295	1 526	1 768
Taxe sur la valeur ajoutée	998	-	-
Divers Etat et autres collectivités publiques	86	86	-
Groupe et associés	2 462	2 462	-
Débiteurs divers	454	454	-
Total	48 043	15 857	31 188

Les échéances des dettes sont les suivantes :

Échéance des dettes en milliers d'euros	Brut 31 décembre 2016	De 1 a 5 ans	A plus de 5 ans
Instruments financiers	-	-	-
Cautions recues	122	-	-
Monetisation du CIR	0	-	-
Monetisation du CICE	340	-	-
Emprunts et dettes financières divers	231	-	-
Fournisseurs et comptes rattachés	2 862	-	-
Personnel et comptes rattachés	2 697	-	-
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 351	-	-
Impôts sur les bénéfices (CICE)	-	-	-
Taxe sur la valeur ajoutée	501	-	-
Autres impôts et taxes assimilés	298	-	-
Groupe et associés	3 213	-	-
Avoir à établir	316	-	-
Autres dettes	31	-	-
Avance remboursable	444	-	-
Total	12 407	-	-

Le Groupe avait mis en place en 2011 des contrats d'affacturage en euros et en dollars avec Natixis Factor, incluant un fonds de garantie et adossés à un contrat d'assurance-crédit. Les créances cédées dans le cadre du programme n'étaient plus comptabilisées au bilan. En juin 2016, la Société a dénoncé ces contrats et le Groupe ne fait plus appel à l'affacturage depuis. Tous les comptes courants et compte de réserves de garanties avec Natixis Factor ont été débouclés au 31 décembre 2016.

Le montant des créances cédées dont l'échéance était postérieure au 31 décembre 2015, pour lesquelles la quasi-totalité des risques et avantages était transférée ne figuraient pas à l'actif du bilan. Les contrats d'affacturage étant arrêtés, au 31 décembre 2016 il n'y a plus de créances cédées.

En milliers d'euros	2015	2016
Créances cédées et sorties de l'actif	2 870	-
Reserve de garantie	(154)	-
Trésorerie recue en contrepartie des cessions de créances	2 715	-

3.6 Trésorerie

La trésorerie s'analyse de la façon suivante :

En milliers d'euros	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Liquidités en banques	23 119	12 858
Valeurs mobilières de placement nanties	-	120
Total	23 119	12 978

Les valeurs mobilières de placement ont été évaluées à leur coût d'acquisition à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition. En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur des titres a été estimée selon la méthode FIFO (premier entré, premier sorti). Les coûts des frais accessoires relatifs à l'acquisition des placements ont été intégrés.

Les liquidités immédiates en devises ont été converties en euros sur la base du dernier cours de change précédant la clôture de l'exercice. Les écarts de conversion ont été directement comptabilisés dans le résultat de l'exercice en perte ou en gain de change.

3.7 Variation des capitaux propres et composition du capital social

La variation des capitaux propres se présente comme suit :

En milliers d'euros	31 décembre 2015	Affectation	Augmentation	Diminution	31 décembre 2016
Capital	13 909	-	3 342	-	17 251
Nombre d'actions	34 771 348		8 355 651		43 126 999
Valeur nominale	0,40 €				0,40 €
Primes	162 915	-	1 223	-	164 138
Réserves réglementées	9 960	-	-	-	9 960
Report à nouveau	(118 606)	(33 871)	344	-	(152 133)
Résultat de l'exercice (perte)	(33 871)	33 871	21 073	-	21 073
Capitaux propres	34 306	-	25 983	-	60 288

La perte de l'exercice clos le 31 décembre 2015 a été affectée au report à nouveau débiteur par décision de l'assemblée générale ordinaire du 8 juin 2016.

	Capital	Prime d'émission	Prime d'apport	Bons de souscription	Réserve indisponible
A l'ouverture au 1er janvier 2016	13 909	162 047	461	407	9 960
Augmentation de capital	3 338	1 223	-	-	-
Acquisition définitive d'actions gratuites	4	-	-	-	-
A la clôture au 31 décembre 2016	17 251	163 271	461	407	9 960

- Les bons de souscription d'actions (« BSA ») émis par la Société et en cours de validité au 31 décembre 2016 sont les suivants :

Date émission BSA	Nombre BSA souscrits	Prix souscription en euros	Nombre maximal d'actions à souscrire en exercice des BSA	Prix unitaire d'exercice unitaire en €	Date Expiration
30-août-07	2 205	Gratuit	8 820	7,1	10-oct.-17
30-août-07	750	Gratuit	3 000	7,1	30-août-17
18-déc.-08	750	Gratuit	3 000	7,1	18-déc.-18
21-sept.-07	1 000	Gratuit	4 000	7,1	21-sept.-17
21-sept.-07	1 000	Gratuit	4 000	7,1	21-sept.-17
21-déc.-07	2 000	Gratuit	8 000	10,1	22-août-18
2-oct.-08	3 200	Gratuit	12 800	10,1	2-oct.-18
TOTAL	10 905		43 620		

- Les actions gratuites émises par la Société et en cours de validité au 31 décembre 2016 sont les suivantes :

Date d'attribution des Actions gratuites	Nombre d'Actions gratuites pouvant être définitivement attribuées au 31/12/2016	Nombre d'Actions attribuées définitivement en 2016	Nombre maximum d'actions à souscrire sur levée des Options	Nombre d'actions gratuites perdues au cours de l'année 2016
23/03/2015	152 873	-	-	-
23/03/2015	28 288	-	-	93 889
02/02/2016	864 000	-	-	7 912
30/05/2016	51 317	-	-	133 334
16/12/2016	600 000	-	-	-
Total	1 696 478	-	-	235 135

- Les options de souscription d'actions émises par la Société et en cours de validité au 31 décembre 2016 sont les suivantes :

Date d'attribution des Options	Nombre d'Options attribuées en cours de validité au 31/12/2016	Prix de souscription des Options (en €)	Nombre maximum d'actions à souscrire sur levée des Options	Nombre des Options levées au cours de l'année 2016	Prix de souscription des actions sur levée des Options (en €)	Date d'expiration des Options
3-nov.-08	64 041	Gratuit	64 041	-	10,1	19-juin-17
26-juil.-12	15 266	Gratuit	15 266	-	3,1	26-févr.-22
20-févr.-13	15 801	Gratuit	15 801	-	2,9	20-févr.-22
20-févr.-13	79 004	Gratuit	79 004	-	2,9	20-févr.-23
27-août-13	47 409	Gratuit	47 409	-	2,5	27-août-23
27-août-13	15 803	Gratuit	15 803	-	2,5	27-févr.-23
23-avr.-14	15 800	Gratuit	15 800	-	3,7	23-avr.-24
22-juil.-14	242 264	Gratuit	242 264	-	4,5	22-janv.-24
22-juil.-14	73 736	Gratuit	73 736	-	4,5	22-juil.-24
28-août-14	47 400	Gratuit	47 400	-	4,2	28-août-24
16-déc.-16	394 000	Gratuit	394 000	-	2,3	16-déc.-26
16-déc.-16	761 000	Gratuit	761 000	-	2,0	16-déc.-26
16-déc.-16	45 000	Gratuit	45 000	-	2,0	16-déc.-26
Total	1 816 524		1 816 524			

- Actions propres détenues au 31 décembre 2016

Hormis les actions acquises dans le cadre d'un contrat de liquidité, la Société ne détient pas d'autres actions d'autocontrôle.

Compte tenu des achats et ventes effectués au cours de l'exercice 2016, le solde du contrat de liquidité était de 70 902 actions au 31 décembre 2016. A cette date, la valeur en portefeuille s'élevait à 177 964 euros, sur la base du cours de clôture au 31 décembre 2016, soit 2,51 euros.

3.8 Etat des provisions

Les provisions pour risques et charges se présentent comme suit :

En milliers d'euros	31 décembre 2015	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	31 décembre 2016
Provisions pour pertes de change	(678)	(52)	678	-	(52)
Autres provisions pour risques	(568)	(5 277)	-	568	(5 277)
Provision pour pertes sur contrat	(6 291)	-	-	6 208	(84)
Provisions indemnités retraites	(443)	-	-	228	(215)
TOTAL I	(7 980)	(5 329)	678	7 003	(5 627)
Provisions pour dépréciation					
Sur immobilisations incorporelles	(772)	-	-	772	-
Sur immobilisations corporelles	(1 204)	-	-	1 204	-
Sur titres de participation	(4 122)	-	-	-	(4 122)
Sur autres immobilisations financières	(1 761)	-	-	171	(1 590)
Sur stocks et en cours	(6 254)	-	-	6 254	-
Sur comptes clients	(516)	-	30	483	(3)
TOTAL II	(14 628)	-	30	8 884	(5 714)
TOTAL GENERAL (I) + (II)	(22 608)	(5 329)	708	15 887	(11 342)

Provision pour perte sur contrat

En 2016, dans le cadre de la cession de l'activité semi-conducteurs, le contrat relatif à la provision pour pertes sur contrat a été transféré à l'acquéreur. Par conséquent, cette provision ne figure plus au bilan au 31 décembre 2016.

Provisions pour pertes de change et indemnités de départ à la retraite

Les provisions pour pertes de change correspondent aux pertes latentes de change nettes sur les positions bilancielle.

La Société comptabilise des provisions pour indemnités de départ en retraite sur la base de calculs et d'hypothèses actuariels.

Autres provisions pour risques

Ces provisions sont constituées des coûts restant à engager liés à la restructuration et des provisions liées à des litiges sociaux et commerciaux. La Société est sujette à des procédures juridiques en relation avec le cours normal des affaires. La direction de la Société considère que les coûts finaux engendrés par ces litiges n'auront pas d'impact négatif significatif sur la situation financière de la Société, sur le résultat des opérations et sur les flux de trésorerie.

3.9 Avances ou crédits alloués aux dirigeants

Conformément à la loi du 24 juillet 1966, aucune avance ou crédit n'a été alloué aux dirigeants de la Société.

3.10 Produits à recevoir

Les produits à recevoir se répartissent comme suit au bilan au 31 décembre 2016 :

En milliers d'euros	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Crédit impôt recherche	1 768	3 224
CICE	86	112
CVAE	0	324
Clients factures à établir	2 601	595
Compte courant Factor	0	1 156
Autres produits à recevoir	1 917	674
Total	6 372	6 084

3.11 Charges à payer

Les charges à payer se répartissent comme suit au bilan au 31 décembre 2016 :

En milliers d'euros	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 862	6 886
Dettes fiscales et sociales	4 847	4 621
Autres dettes	3 561	4 457
Total	11 270	15 964

3.12 Charges et produits constatés d'avance

Les charges constatées d'avance et les produits constatés d'avance se répartissent comme suit au 31 décembre 2016 :

En milliers d'euros	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Charges d'exploitation	467	1 669
Total	467	1 669

En milliers d'euros	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Produits d'exploitation	2 307	2 009
Total	2 307	2 009

Les charges constatées d'avances correspondent à des charges courantes d'exploitation engagées et comptabilisées avant leur fait générateur.

Les produits constatés d'avance correspondent essentiellement à des facturations des maintenances et des licences dont le chiffre d'affaires est constaté au fur et à mesure que les critères de reconnaissance sont remplis.

3.13 Ecart de conversion sur opérations en devises

L'écart de conversion sur opérations en devises se détaille comme suit au 31 décembre 2016 :

Nature des écarts en milliers d'euros	Montant actif	Différences compensées par une couverture de change	Provision pour perte de change	Montant passif
Créances	-	-	-	(523)
Dettes d'exploitation	52	-	52	
Total	52	-	52	(523)

4. Compléments d'informations relatifs au compte de résultat

4.1 Ventilation du chiffre d'affaires

La Société a réalisé 90% de son chiffre d'affaires 2016 à l'export et 10% en France.

4.2 Résultat net par action

En milliers d'euros	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Résultat net de l'exercice	(9 587)	(3 751)	(16 451)	(32 311)	(23 854)	(2 102)	(33 871)	21 073
Nombre d'action	11 193 832	21 677 620	21 724 324	33 993 562	33 993 562	34 328 848	34 771 348	43 126 999
Résultat net par action	(0,86)	(0,17)	(0,76)	(0,95)	(0,70)	(0,06)	(0,97)	0,49

Le nombre d'actions pour les exercices 2010 et antérieurs a été recalculé en appliquant les mêmes modalités de division de la valeur nominale de l'action par 4 que sur l'exercice clos le 31 décembre 2011.

4.3 Rémunération des dirigeants

La rémunération brute versée en 2016 aux organes de direction s'est élevée à 1 433 milliers d'euros.

4.4 Ventilation de l'effectif

L'effectif se détaille comme suit au 31 décembre 2016 :

	Personnel salarié
Cadres	31
Agents de maîtrise et technicien	6
Apprentis	-
Contrat professionalisation	-
Total au 31/12/2016	37

4.5 Impôts

- Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2016, la Société est fiscalement bénéficiaire. Elle ne devra pas acquitter d'impôt sur les bénéfices au titre de cet exercice du fait d'une part de l'imputation d'une partie de son résultat fiscal sur des déficits reportables existants à hauteur de 1 602 milliers d'euros et de l'imputation de l'impôt à payer sur des retenues à la source d'autre part.

Au 31 décembre 2016, le report déficitaire est le suivant :

En milliers d'euros	Au 31 décembre 2016
Total des déficits restant à reporter avant intégration fiscale de Janvier 2011	71 299
Total des déficits restant à reporter avant l'intégration fiscale	71 299
Déficits reportables pour l'exercice 2011	19 084
Déficits reportables pour l'exercice 2012	32 458
Déficits reportables pour l'exercice 2013	27 695
Déficits reportables pour l'exercice 2014	5 250
Déficits reportables pour l'exercice 2015	30 354
Déficits utilisés au titre de l'exercice 2016	(1 602)
Total des déficits restant à reporter dans le cadre de l'intégration fiscale	113 240
Total des déficits restant à reporter	184 539

Conformément aux règles et méthodes comptables applicables pour les comptes sociaux des sociétés françaises, la Société ne comptabilise pas d'actifs d'impôts différés sur ce déficit.

4.6 Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels se détaillent comme suit :

En milliers d'euros	Produits 2016	Charges 2016	31 décembre 2016 Net	31 décembre 2015 Net
Sur cession d'immobilisations	257	(208)	50	(480)
Sur cession de l'activité semi-conducteurs	20 156	(1 443)	18 713	-
Sur dépréciation des titres	-	-	-	161
Sur risque et charges exceptionnels	-	(2 496)	(2 496)	10
Pénalités diverses	-	(451)	(451)	(138)
Total	20 413	(4 598)	15 816	(447)

4.7 Transferts de charges

Les transferts de charges ont un caractère d'exploitation et s'élèvent à 1 062 milliers d'euros. Ils sont principalement constitués des refacturations des frais à la société Presto Engineering dans le cadre d'un contrat de services de transition et également par la refacturation de coûts à un partenaire commercial.

4.8 Montant des dépenses de recherche et développement

Le montant des dépenses de recherche et développement comptabilisé en charges en 2016 s'élève à 23 249 milliers d'euros (25 406 milliers d'euros en 2015).

5. Engagements financiers et autres informations

5.1 Dettes garanties par des sûretés réelles

Il n'y a pas de dettes garanties par des sûretés réelles au 31 décembre 2016.

5.2 Montant des engagements financiers

Les engagements au 31 décembre 2016 sont présentés ci-après :

Engagements donnés en milliers d'euros	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Contrats de location	2 443	3 115
Couvertures de change USD/EUR (si évolution défavorable)	6 500	9 500
Total	8 943	12 615

5.3 Liste des filiales et participations

Les filiales et participations se détaillent comme suit au 31 décembre 2016 :

Société	Pays	% détenion	Monnaie	Capital	Capitaux propres	Chiffre d'affaires	Résultat	Valeur comptable des titres détenus en €		Avance consentie (+) reçue (-) en €
								brute	nette	
Inside Secure Corporation	Etats-Unis	100%	Dollars US	50	658	5 374	196	50	50	(741)
Inside Secure UK Ltd	Ecosse	100%	Livre sterling	0	(4 839)	2 091	(7 703)	8 630	4 508	7 187
INSIDE Secure B.V	Pays-Bas	100%	Euros	100	223	3 562	220	4 570	4 570	(778)
Inside Secure France SAS	France	100%	Euros	1	1	-	-	1	1	-
Inside Secure KK	Japon	100%	Yen	100	2 376	89 212	3 187	1	1	(28)

Au cours de l'exercice 2016, dans le cadre de la cession de son activité semi-conducteurs Inside Secure a cédé l'ensemble des actions composant le capital sociétés de ses filiales Vault-IC France SAS et Inside Secure Asia Pty Ltd (Singapour).

5.4 Relations intra-groupe

Les opérations intra-groupe réalisées au cours de l'exercice avec les sociétés du Groupe se récapitulent de la façon suivante :

Produits	Au 31 décembre 2016	Au 31 décembre 2015
Produits d'exploitation	336	599
Produits financiers	-	182
Total	336	781
Charges		
Charges d'exploitation	21 015	24 211
Total	21 015	24 211

Les charges d'exploitation correspondent principalement aux différents coûts supportés par les filiales et refacturés à la Société conformément aux contrats en vigueur.

5.5 Résultat financier

Le résultat financier s'analyse de la façon suivante :

Produits Financiers	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Produits financiers de participations	4 255	-
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	248	-
Différences positives de change	3 304	8 329
Reprise de provisions risques et charges financières	684	465
Intérêts et charges	66	282
Total	8 558	9 076
Charges Financières		
Dotations financières aux amortissements et provisions	52	678
Intérêts et charges	584	563
Differences negatives de change	3 987	6 583
Total	4 623	7 824
Resultat Financier	3 935	1 252

Les produits financiers de participations correspondent à des distributions de dividendes pour un montant de 4 247 milliers d'euros.

5.6 Intégration fiscale

Le 1^{er} janvier 2011, la Société a mis en place une convention d'intégration fiscale avec sa filiale française Vault-IC France SAS et au 1^{er} Janvier 2013 avec sa filiale Inside Secure France SAS. La société Vault-IC France SAS a été cédée au cours de l'exercice 2016 et n'est plus incluse dans le périmètre de l'intégration fiscale de façon rétroactive depuis le 1^{er} janvier 2016.

* *
*